

Zoom sur ...

... la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UEMOA

❖ Un marché financier commun à l'ensemble des Etats membres de l'UEMOA

La BRVM est née de la volonté des Etats de l'UEMOA de disposer d'un marché financier commun. Elle a été créée en 1996 et son siège se trouve à Abidjan (Côte d'Ivoire). La BRVM offre deux types de produits financiers : **les actions et les obligations**.

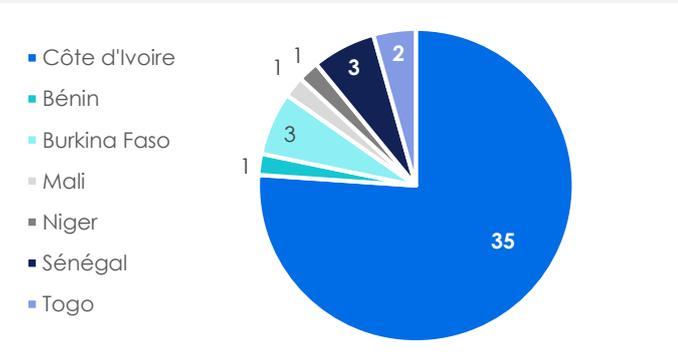
❖ Un niveau de capitalisation modeste à l'échelle du continent

A fin 2019, la capitalisation boursière du marché des actions s'est établie à 4 740,6 Mds FCFA (7,2 Mds EUR), soit 6,3% du PIB de l'UEMOA. Avec ce niveau de capitalisation, la BRVM occupe la 12^e place (sur 22) en Afrique et la 3^e place (sur 4) en Afrique de l'Ouest. En Afrique de l'Ouest, la BRVM vient après les places boursières du Nigéria (capitalisation de 39,3 Mds EUR) et du Ghana (8,9 Mds EUR) et est suivie par celle du Cap-Vert (0,06 Md EUR). *A noter : en parallèle, la capitalisation du marché des obligations s'est établie à 4 232,6 Mds FCFA (6,5 Mds EUR) à fin 2019, dominée par les émissions d'Etats ; les obligations d'entreprises sont peu développées.*

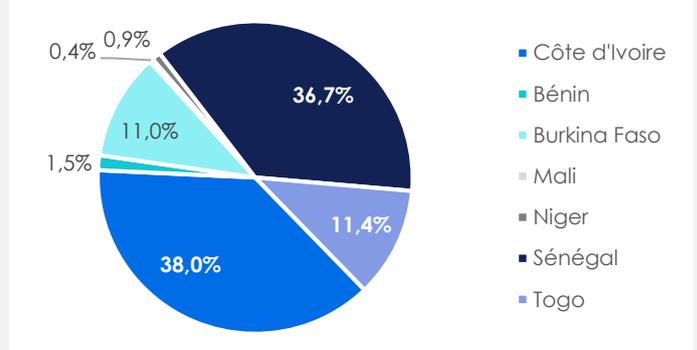
❖ Un marché des actions principalement tournée vers la Côte d'Ivoire et le Sénégal

A fin 2019, la BRVM compte 46 entreprises cotées, moins que la bourse du Nigéria (162 sociétés) et un peu plus que la place du Ghana (38). Environ ¾ de ces entreprises proviennent de la Côte d'Ivoire, suivi dans une moindre mesure par le Burkina Faso et le Sénégal, avec chacun 3 entreprises cotées. Toutefois, en termes de capitalisation, les sociétés cotées ivoiriennes ne représentent que 38%, à peine plus que celles du Sénégal, à 36,7%, en raison de la capitalisation importante de l'entreprise sénégalaise de téléphonie Sonatel (près de 35,8%).

Répartition des entreprises cotées selon le pays d'implantation



Répartition de la capitalisation des sociétés cotées par pays

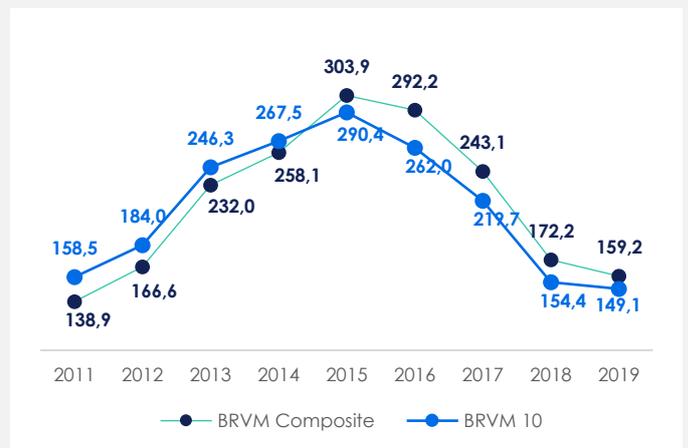


Par ailleurs, on estime que **21 entreprises cotées comptent des intérêts français pour une capitalisation d'environ 4,6 Mds EUR, soit 64,1% du marché.**

❖ Un marché des actions à tendance baissière depuis 2016

Après des années fastes (2012 – 2015), **l'évolution des cours des sociétés cotées se caractérise, depuis le deuxième semestre de l'année 2016, par une tendance globale à la baisse**, comme l'illustre le mouvement des principaux indices du marché (le BRVM Composite et le BRVM 10). Néanmoins, cela n'a pas empêché le marché de poursuivre son développement puisque le nombre de sociétés cotées a nettement progressé, de même que celui des lignes obligataires (respectivement +7 et +22, entre 2015 et 2019).

Evolution des principaux indices de la BRVM



La tendance globale du marché est en grande partie le reflet d'une correction des valeurs, qui s'explique principalement par (i) la baisse des rendements, occasionnée par les valorisations record enregistrées durant les années fastes, (ii) les performances de la plupart des entreprises cotées en berne ou en retrait et (iii) la sortie massive de plusieurs investisseurs du marché.

ACTUALITE REGIONALE

BRVM : lancement d'une nouvelle plateforme de surveillance du marché

[La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières \(BRVM\) a procédé le 17 février 2020, au lancement de sa nouvelle plateforme de surveillance du marché.](#) Dénommé SMARTS Market Surveillance, elle a été développée par NASDAQ, leader mondial des technologies pour les marchés financiers et permettra principalement de déceler en temps réel toutes les formes de manipulation de marché. En renforçant son dispositif de surveillance du marché, la BRVM confirme sa volonté de s'adapter aux enjeux de développement, de maintenir un niveau d'attractivité croissant et de garantir l'intégrité de son marché pour les investisseurs » a indiqué le directeur général de la BRVM.

Mauritanie-Sénégal : signature de 6 protocoles d'accord lors de la visite du Président Macky Sall à Nouakchott

[Le 17 février, le Président sénégalais Macky Sall a entamé sa première visite officielle en Mauritanie depuis l'élection du Président Mohamed Ould El-Ghazouani.](#) Les deux pays frontaliers ont officiellement paraphé 6 projets d'accords portant sur : i) le régime fiscal et douanier applicable au projet de construction du pont de Rosso sur le fleuve Sénégal (qui reliera ainsi les deux pays) ; ii) les télécommunications, la communication et la poste ; iii) l'agriculture et la transhumance ; iv) la coopération sur l'initiative « Clean gas » pour l'utilisation des ressources gazières en énergies propres ; v) l'organisation de patrouilles d'exercices communs entre les deux marines nationales ; vi) la pêche dans les eaux mauritaniennes. Cette visite vient renforcer les relations bilatérales entre les deux pays qui partagent le défi de l'exploitation commune du gisement gazier GTA (Grand Tortue Ahmeyim) dans les meilleures conditions.

Visite du Directeur général des opérations de la Banque mondiale en amont du Sommet G5 Sahel

[Axel van Trotsenburg, directeur général des opérations de la Banque mondiale effectue à partir du 16 février une visite des pays du Sahel en amont du Sommet G5 Sahel de Nouakchott \(Mauritanie\),](#) qui se tiendra le 25 février. Cette visite l'a conduit au Mali, au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie où il a échangé avec les autorités sur les grands enjeux de développement et la qualité de la coopération avec le groupe de la Banque mondiale. Animant un point de presse le 19 février 2020 à Ouagadougou sur les perspectives de financement dans les pays du Sahel, il a indiqué qu'environ 7,5 Mds USD (6,9 Mds EUR) seront investis par la Banque Mondiale à travers l'Association internationale de développement (IDA).

1^{er} Forum mondial de l'OMT sur l'investissement touristique en Afrique

[Du 20 au 22 février 2020, se tient à Abidjan \(Côte d'Ivoire\) la 1^{ère} édition du Forum Mondial de l'Organisation Mondiale du Tourisme \(OMT\) sur l'investissement touristique en Afrique.](#) La cérémonie d'ouverture de ce forum a compté sur la présence du Vice-Président ivoirien, du Secrétaire général de l'OMT et près d'une quinzaine de ministres africains du Tourisme. En plus de la visite de stands, les participants (environ 400) ont pu participer à des échanges portant globalement sur le cadre général de l'investissement et le développement du tourisme en Afrique ainsi qu'à des présentations de projets touristiques de divers pays (Afrique du Sud, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali...). Le forum inclut également des rencontres B2B ainsi que des visites de sites touristiques en Côte d'Ivoire. Selon les données de l'OMT, l'Afrique ne capte au niveau mondial que 5% des arrivées internationales (soit 67 millions de touriste) pour des recettes qui se chiffrent à 34,8 Mds USD (26,2 Mds EUR) en 2017.

BENIN

L'APIEX lance le site « monentreprise.bj »

[L'Agence de promotion des investissements et des exportations \(APIEX\), organisme chargé également de gérer les démarches de création d'entreprise, vient de lancer depuis le 17 février 2020 le site « monentreprise.bj »,](#) permettant aux personnes désireuses de créer leur entreprise de le faire en ligne où qu'elles soient, au Bénin et dans le monde. Dans une phase pilote très courte, la formalisation en ligne ne

serait prioritairement accessible qu'aux désireux d'établir le siège de leur entreprise à Cotonou. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires et dans une optique de progresser au classement « Doing Business ». Pour rappel, le Bénin a occupé le 149^{ème} rang sur 190 pays au classement Doing Business 2020.

BURKINA FASO

Impact de l'insécurité sur le secteur privé entre 2015 et 2018

[Selon le rapport 2019 sur l'état du secteur privé au Burkina Faso, réalisé par la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, 13 137 entreprises ont été créées en 2019, soit une hausse de 5% par rapport à 2018.](#) La contribution du secteur privé aux recettes fiscales et douanières est estimée à 1 500,1 Mds FCFA (2,3 Mds EUR) en 2019, après 1 400 Mds FCFA (2,1 Mds EUR) en 2018. Le rapport a également mis en exergue une analyse de l'impact de l'insécurité sur l'activité économique dans le pays à travers une enquête réalisée auprès d'un échantillon de 605 entreprises sur l'ensemble du territoire. Ainsi, il apparaît que l'insécurité constitue la préoccupation majeure au développement pour près de 60% des chefs d'entreprise. En outre, les formes d'insécurité auxquelles font face les entreprises sont principalement les braquages et vols (37%) et les attaques terroristes (33%). Les effets néfastes de l'insécurité se seraient principalement traduits par la réduction du chiffre d'affaires (pour 53% des chefs d'entreprises), la baisse ou la réduction des investissements (26%), la fermeture partielle des entreprises (11%) et le renforcement des mesures sécuritaires (5%). En outre, de façon générale, la période 2015-2018 a été marquée par une hausse des dépenses sécuritaires allant jusqu'à 20% des dépenses totales pour 51% des entreprises enquêtées.

Lancement de la campagne de promotion du Forum Africallia2020

[Le ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat, Harouna Kaboré, a procédé au lancement officiel de la campagne de promotion de la 7^{ème} édition du Forum Ouest-Africain de développement des entreprises, Africallia, qui se tiendra du 27 au 29 mai 2020 à Ouagadougou.](#) Ce forum, porté par la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina, qui s'était tenu exceptionnellement à Abidjan en 2019, fêtera son 10^{ème} anniversaire cette année. A cette occasion, un focus particulier sera mis sur la Chine, la Russie, la Turquie et la diaspora africaine. Au titre des nouveautés, sont prévues la participation d'acteurs du financement international des projets privés et l'organisation d'un forum d'affaires. Par ailleurs, l'UEMOA pourrait venir présenter les grands projets régionaux. Enfin, pour favoriser la participation des femmes et des jeunes dirigeants d'entreprises, le coût de participation de 50 femmes et de 50 jeunes sera subventionné à 50%. Au moins 500 entreprises sont attendues cette année, sachant que la précédente édition avait réuni 750 entreprises issues de 20 pays..

CAP-VERT

Le Gouvernement veut remplacer les véhicules de l'Etat par des véhicules électriques d'ici 10 ans

[Le Gouvernement capverdien a annoncé l'objectif de remplacer, dans les 10 prochaines années, tous les véhicules de l'administration publique par des véhicules 100% électriques.](#) Pour cela, des incitations fiscales et douanières ont été créées pour l'importation de véhicules. Selon les données de la Direction générale du trafic et de la sécurité routière, le parc automobile du Cap-Vert est passé de 34 838 véhicules en 2005 à 72 455 en 2018, avec un taux de croissance annuel moyen de 5,4%. L'objectif du gouvernement est de décarboner complètement le transport de véhicules d'ici 2050.

Sortie du Cap-Vert de la « liste grise » des paradis fiscaux de l'Union européenne

[Le Cap-Vert a été retiré de la « liste grise » des paradis fiscaux de l'Union européenne \(UE\)](#) pour avoir mis en œuvre toutes les réformes nécessaires pour se conformer aux principes de l'UE en matière de bonne gouvernance fiscale avant l'expiration du délai convenu. Cette liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales a été établie en 2017 et repose sur un processus d'évaluation, de suivi et de dialogue avec environ 70 pays et territoires. La « liste grise » comprend les pays qui ne se conforment pas encore à toutes

les normes fiscales internationales, mais se sont engagés à procéder à des réformes et qui sont considérés comme coopératifs.

COTE D'IVOIRE

Légère hausse de l'indice des prix à la consommation en janvier 2020

[En janvier 2020, l'Indice harmonisé des prix à la consommation \(IHPC\) a enregistré une hausse de 0,2% par rapport à celui du mois de décembre 2019](#), a indiqué l'Institut National de la Statistique. Cette hausse est imputable principalement aux renchérissements des prix des biens et services des branches « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,2%), « Logement, eau, gaz, électricité... » (+0,4%) et « Santé » (+1,9%). Aussi, en moyenne annuelle, l'inflation se situe à fin janvier 2020 à 0,9%, en dessous du seuil de convergence communautaire de 3% fixé par l'UEMOA. Le taux d'inflation moyen devrait se situer à 2% sur l'ensemble de l'année 2020, selon les projections du FMI.

Le programme social du gouvernement ivoirien exécuté à près de 90%

[A l'issue du conseil des ministres du mercredi 19 février 2020, le Gouvernement a déclaré que 332 Mds FCFA \(506 M EUR\) sur 369,5 Mds FCFA \(563 M EUR\) disponibles ont été investis dans le cadre du Programme social du gouvernement \(PsGouv\) à fin décembre 2019, soit un taux d'exécution financière de 89,9%](#). Divers résultats ont été annoncés, notamment : la progression de l'électrification à 69% (contre 33% en 2011, le recrutement de 17 226 enseignants, la réhabilitation de 2 665 pompes villageoises, l'accompagnement de 73 489 jeunes vers l'insertion dans la vie professionnelle et l'entretien de 18 434 kilomètres de pistes dans des localités rurales. Le gouvernement a indiqué vouloir accélérer la cadence, afin de maintenir la tendance à la baisse du niveau de pauvreté. Le PsGouv traduit la volonté du Président Alassane Ouattara d'intensifier l'action sociale du gouvernement sur la période 2019-2020. Le coût global initial de sa mise en œuvre est évalué 727,5 Mds FCFA (1,1 Md EUR).

Evaluation du déficit de financement des infrastructures en Côte d'Ivoire

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a procédé, le 14 février à Abidjan, au lancement du rapport de diagnostic pays sur le financement à long terme de la Côte d'Ivoire](#). Ce rapport a été élaboré par la Banque en collaboration avec l'Initiative pour le renforcement du secteur financier en Afrique (« Financial Sector Deepening Initiative in Africa », FSD Africa), la coopération allemande (GIZ) et le partenariat « La finance au service de l'Afrique » (« Making Finance Work for Africa » MFW4A). Le rapport relève plusieurs défis pour la Côte d'Ivoire liés, entre autres, au déficit de financement des entreprises, qui est un obstacle majeur à la croissance des PME, et à la rareté du financement pour le logement, par ailleurs de très court terme. Le rapport indique que le déficit de financement des infrastructures en Côte d'Ivoire est estimé à 12,7 Mds EUR jusqu'en 2040 (déficit annuel de 500 M EUR). Le déficit de financement à long terme pour les infrastructures hydrauliques est le plus important. En outre, la Côte d'Ivoire a des besoins importants dans le secteur des transports (routes, chemin de fer, aéroports, ports) et des télécommunications.

Hausse de la part du tourisme dans le PIB ivoirien en 2019

[Le ministre du Tourisme a annoncé une croissance de la contribution du secteur touristique à la richesse nationale de 1 point, passant de 6,3% en 2018 à 7,3% en 2019](#). Le nombre d'arrivées touristiques a également cru (4,2 millions de personnes en 2019 contre 3 millions en 2018) de même que les revenus du secteur (1 500 Mds FCFA, soit 2,3 Mds EUR en 2019 contre 1114 Mds FCFA soit 1,7 Md EUR en 2018). Pour rappel, l'ambition du gouvernement est de porter la part du secteur touristique à 8% du PIB d'ici 2025. Cette annonce s'est faite préalablement au lancement du premier forum mondial de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) sur l'investissement touristique en Afrique à Abidjan.

Signature d'une convention de coopération en matière de lutte contre la contrefaçon

A l'occasion de la venue du Sénateur français Richard Yung, président du Comité National français Anti Contrefaçon, [une convention de coopération a été signée entre les comités de lutte contre la contrefaçon](#)

[français et ivoirien](#) (CNAC et CNLC) en présence du Ministre du Commerce et de l'Industrie Souleymane Diarrassouba ; cette convention a pour but d'améliorer les échanges d'informations, de structurer des programmes de formation et de promouvoir la mise en place de comités similaires dans d'autres pays de la zone.

Déplacement du Premier ministre ivoirien à Sassandra

[Le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a procédé le 14 février 2020, à la cérémonie d'inauguration du marché moderne et du débarcadère de la ville de Sassandra](#) (sud-ouest de la Côte d'Ivoire), construits dans le but de renforcer l'activité économique de la région, essentiellement fondée sur la pêche. Le projet, d'un montant total de 19 Mds FCFA (29 M EUR), a été financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) pour 16 Mds FCFA (24 M EUR) et par l'État de Côte d'Ivoire (3 Mds FCFA, soit 2,5 M EUR). Le Chef du gouvernement a également annoncé le lancement des travaux en 2020 de transformation de la route côtière en autoroute pour relier Abidjan et San Pedro (les deux villes abritant les deux ports du pays).

Adoption de la politique nationale de la ville en Côte d'Ivoire

[Au cours du conseil de ministres du 19 février 2020, le gouvernement ivoirien a adopté une politique nationale de la ville.](#) Le document de Politique Nationale de la Ville organise le cadre normatif global des villes ivoiriennes à l'horizon 2030 ainsi que les conditions d'une mise en œuvre adaptées aux spécificités du pays. Il élabore autour de trois (03) axes majeurs, à savoir le renforcement de la gouvernance en faveur de la ville, la promotion de villes productives, inclusives, intelligentes, vertes et résilientes, et le renforcement des capacités et des savoirs des gestionnaires urbains. Il également fixe les éléments structurants de la stratégie nationale, détermine les moyens financiers et humains et précise les modalités de suivi des actions.

GAMBIE

Mise en œuvre du Compte unique du Trésor

[La création et la mise en œuvre immédiate du Compte unique du Trésor a été adoptée en Conseil des ministres le 19 février.](#) Ce compte unique est une structure unifiée de comptes bancaires où tous les fonds du gouvernement seront consolidés, tenu à la Banque centrale de Gambie. L'objectif de la mise en place de ce compte est de garantir la responsabilité des recettes publiques, améliorer la transparence et éviter les détournements de fonds publics. La tenue du compte unique contribuera également à assurer une bonne gestion de la trésorerie en éliminant les fonds inutilisés habituellement et laissés dans différentes banques commerciales. Ce compte exclut pour le moment les entreprises publiques et le fonds de sécurité sociale.

GUINEE

ADP signe avec le gouvernement guinéen une convention de concession de 25 ans pour le développement de l'aéroport de Conakry

[Le groupe français ADP \(Aéroports de Paris\), Africa50 et le gouvernement de Guinée ont signé, le 17 février, une convention de concession de 25 ans pour le développement de l'aéroport international de Gbessia, à Conakry,](#) en présence du Président Alpha Condé. Cette signature fait suite à celle d'un pacte d'actionnaires, le 3 février dernier, portant prise de participations de la compagnie porteuse du projet, la SOGEAG, qui doit remplacer l'actuelle SOGEAC. Le capital de la nouvelle société est réparti entre le gouvernement de Guinée (34 %), Africa50 (33 %) et le groupe ADP (33 %). Le projet comprend la construction et l'exploitation d'un nouveau terminal pour les passagers domestiques et internationaux et les infrastructures y afférentes : une nouvelle aérogare pour le fret, une aire de stationnement, la rénovation et l'extension de la piste et des voies de circulation principales.

Mise en service de la centrale thermique de 115 MW installée sur un navire turc au large de Conakry

[La centrale thermique d'une puissance de 115 MW installée sur le navire turc Karadeniz Powership Ibrahim Bey, amarré au port de Conakry, a été mise en service le 19 février 2020.](#) Cette centrale thermique représente

près de la moitié de la puissance de la plus grosse centrale de production d'énergie du pays, le barrage de Kaléta (240 MW), et devrait accroître substantiellement la desserte en électricité à Conakry. Une deuxième centrale thermique, d'une puissance de 50 MW et construite par une société américaine au quartier Tannerie de Conakry, devrait également améliorer la fourniture en électricité de la ville. La mise en service du plus gros barrage hydroélectrique d'Afrique de l'Ouest, le barrage de Souapiti (450 MW), est toujours prévue au dernier trimestre 2020.

11 centrales syndicales menacent d'appeler à la grève générale et illimitée

Le Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée (SLECG) est en grève depuis le 9 janvier dernier. [Le Syndicat a obtenu ces derniers jours le soutien de onze centrales syndicales qui menacent d'appeler à une grève générale et illimitée sur toute l'étendue du territoire national](#) si le gouvernement guinéen ne répond pas favorablement aux deux demandes contenues dans la plateforme revendicative du SLECG. Ainsi, ont déposé un avis de grève l'union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG), l'Organisation Nationale des Syndicats Libres de Guinée (ONSLG), Confédération syndicale autonome des travailleurs et retraités de Guinée (COSATREG), l'Union générale des travailleurs de Guinée (UGTG), Confédération générale des travailleurs de Guinée (CGTG), Confédération guinéenne des syndicats libres de Guinée. (CGSL), l'Union démocratique des travailleurs de Guinée (UDTG), Syndicat indépendant des forces ouvrières de Guinée (SIFOG), l'Union nationale des travailleurs de Guinée (UNTG), Confédération générale des forces ouvrières de Guinée (CGFOG) et la CONASYG.

GUINEE BISSAU

Rencontre entre Umaro Cissoco Embaló et le Premier Ministre Sri Lankais

La Guinée Bissau reste toujours en attente de la confirmation des résultats du second tour de la présidentielle du 29 décembre 2019 par la Cour Suprême, malgré l'invitation du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de la CEDEAO à le faire. Pour rappel, les résultats donneraient l'opposant Umaro Cissoco Embaló vainqueur avec 53,55 % des voix. [Par ailleurs, celui-ci a eu une brève rencontre le 14 février dernier avec le Premier Ministre du Sri Lanka](#). Les échanges ont porté notamment sur l'amélioration du commerce, du tourisme et du potentiel d'investissement dans les deux pays.

LIBERIA

Le Fonds Vert pour le Climat prévoit plus de 100 M USD pour des projets au Libéria

[Le Fonds Vert pour le Climat aurait convenu d'apporter son soutien financier à trois grands projets au Libéria d'une valeur totale de plus de 100 M USD](#) (92,7 M EUR), à l'issue d'une récente réunion avec les autorités nationales. Les trois projets incluent notamment : le projet de système d'information climatique, le projet d'écotourisme agricole intégré et le projet de résilience climatique métropolitaine de Monrovia. Selon le directeur exécutif de l'Agence de protection de l'environnement, ils devraient être approuvés par le conseil d'administration du Fonds, respectivement, en juin, octobre et décembre 2020.

MALI

Modernisation des finances publiques : atelier d'élaboration de plans d'engagement et de trésorerie

Organisé à la demande du ministère de l'Economie et des finances, soutenu par le FMI et appuyé par différents PTF, [l'atelier national sur l'élaboration des plans d'engagement et les plans de trésorerie s'est tenu à Bamako le 19 février 2020](#). Identifiée dès mars 2019 par le FMI comme une nécessité pour renforcer et moderniser la gestion de la trésorerie et optimiser la gestion des liquidités dans un contexte sécuritaire difficile, la mise en œuvre de plans d'engagement cible une gestion plus rationnelle, transparente et efficace des finances publiques. Au travers de cette réforme majeure qu'il a initiée, le gouvernement malien entend donner plus de visibilité à l'Etat pour conduire ses politiques publiques en faveur notamment de l'amélioration des conditions d'existence des populations. Le FMI qui salue cette initiative, encourage par ailleurs les

autorités maliennes à redoubler d'efforts aussi bien dans la mobilisation des ressources publiques que dans l'optimisation de leur utilisation.

20^{ème} édition du Forum de Bamako

Placé sous [le thème de « L'Afrique à l'horizon 2040 : entre mémoires et avenir », la 20^{ème} édition du Forum de Bamako se tient du 20 au 22 février](#) dans la capitale malienne. Elle a été présidée par le Président Ibrahim Boubacar Keïta et a enregistré la présence de nombreux représentants de la communauté internationale et du secteur privé (dont le directeur général du MEDEF International).. Enceinte africaine privilégiée (appelé aussi Forum de l'autre monde) de réflexion sur les évolutions et perspectives du continent africain, le Forum a été l'occasion d'évoquer les grandes perspectives à l'horizon 2040, la gouvernance mondiale dans un proche avenir, les enjeux stratégiques liés à l'eau ou encore de développer les thèmes de la démographie, paix et sécurité ou de la jeunesse, éducation, investissement, croissance inclusive et emploi.

MAURITANIE

Hausse de l'Indice National des Prix à la Consommation (INPC) en janvier à 2,8% en g.a.

[En janvier 2020, l'inflation s'est établie à 2,3% en moyenne annuelle et 2,8% en glissement annuel.](#) L'évolution à la hausse de l'INPC serait imputable à la hausse des prix des biens et services des branches « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,4%), « santé » (+8,7%) et « Tabac et stupéfiants » (+146%). «articles d'habillement et chaussures» (-0,3%) et « loisirs et culture » (-0,3%).. L'entrée en vigueur d'une taxation ad valorem, nécessaire à la mise en œuvre de l'accord d'association de la Mauritanie avec la CEDEAO, crée des incertitudes sur l'inflation de produits qui étaient jusque-là taxés au forfait. Selon le FMI, la prévision d'inflation en 2020 serait en moyenne de 3,4%.

La commission d'enquête parlementaire sur la gestion des affaires publiques présente les dossiers faisant l'objet d'un contrôle

En novembre 2019, 22 députés d'opposition ont formellement demandé la création d'une Commission d'enquête parlementaire sur la gestion des affaires publiques pendant les deux quinquennats de l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz. Le 31 janvier 2020, en session ordinaire, l'assemblée nationale a validé la requête. [Au cours d'une conférence de presse le 14 février, la commission a dévoilé la liste des sept dossiers ciblés par l'enquête](#) : i) le fonds des revenus pétrolier ; ii) l'immobilier de l'Etat vendu à Nouakchott ; iii) les activités de la société chinoise Poly Hong Dong ; iv) la gestion de la fondation de la SNIM ; v) le marché de l'éclairage public solaire ; vi) le marché du terminal des conteneurs du port de Nouakchott ; vii) la liquidation de la SONIMEX. La commission enquêtera durant 6 mois et les conclusions devront ensuite être transmises au parlement qui décidera de saisir ou non le parquet.

NIGER

Réintégration du Niger dans l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE)

[Le conseil d'administration de l'ITIE a approuvé le 11 février 2020 la réintégration du Niger au sein de l'organisation.](#) C'est en janvier 2019 que le Premier ministre, Brigi Rafini, annonçait la décision du gouvernement du Niger de réintégrer l'ITIE, après son retrait en octobre 2017. Le Niger devient ainsi le 53^{ème} pays dans le monde et 26^{ème} pays en Afrique à s'engager à mettre en œuvre la norme ITIE. L'ITIE est une norme internationale lancée en 2002, qui vise à assurer une meilleure transparence dans la gouvernance des industries extractives. Secteur clef pour l'économie du Niger, le secteur des industries extractives représente 8% de son PIB et près de 50% de ses revenus à l'exportation.

Signature d'un accord de financement de 30 M EUR entre le Pays-Bas et le Niger pour un projet d'eau en milieu urbain

[Les gouvernements des Pays-Bas et du Niger ont signé une Convention de financement de 30 M EUR \(20 Mds FCFA\) portant sur le projet d'extension du réseau d'eau potable à Niamey, lancé en 2018 par l'Etat](#)

[nigérien](#). Ce projet prévoit la construction de la nouvelle usine de potabilisation de l'eau de Goudel IV, la densification du réseau de distribution, ainsi que l'extension des capacités de stockage. L'entreprise espagnole, Denys SA, a débuté les travaux de construction de l'usine et s'est associée à l'entreprise française, Electrosteel France, pour la fourniture des canalisations. Lors de la signature de la Convention, l'ambassadeur des Pays-Bas a annoncé le souhait de son pays d'ouvrir une ambassade au Niger.

SENEGAL

Signature de cinq protocoles d'accords économiques avec les Etats-Unis

A l'occasion de la visite officielle du Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo au Sénégal, [cinq protocoles d'accords ont été signés entre des entreprises américaines et des agences publiques sénégalaises](#), portant sur (i) un projet de réseau électrique entre la SENELEC et l'entreprise Weldy Lamont, (ii) la construction de l'autoroute Thiès – Saint-Louis (165 km) entre AGEROUTE et Betchel Corporation, (iii) un mécanisme de financement pour des projets d'infrastructures sociales en matière d'éducation, d'infrastructures, de logement et de santé, entre l'entreprise ABD Group et le ministère sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération, (iv) la modernisation des centrales électriques et l'utilisation des ressources en gaz, entre General Electric et la SENELEC et (v) un équipement technologique pour le diagnostic dans le domaine des soins sanitaires, entre General Electric et le FONSI. [Les Etats-Unis viennent de mettre à disposition un second compact dans le cadre du Millenium Challenge Corporation](#) pour un montant de 550 Mds FCFA (906 M USD).

SIERRA LEONE

459 établissements d'hébergement comptabilisés en 2019

[Selon les résultats du Recensement national du tourisme 2019 effectué en Sierra Leone](#), le pays compterait 459 établissements d'hébergement (hôtels et maisons d'hôtes) répartis sur l'ensemble du territoire. Toutefois, seulement 257, soit 56%, étaient enregistrés auprès de l'Office national du tourisme. La plupart des établissements non-enregistrés ont évoqué comme raison le déficit d'informations liées au tourisme (15,5%), leur ouverture récente (12,9%) et le fait qu'ils soient déjà enregistrés auprès du Conseil municipal (11,5%). L'étude a également révélé que 39,9% des maisons d'hôtes et 25,4% des hôtels font de la publicité en ligne. Ainsi, cette faible utilisation des outils numérique placerait ainsi les établissements touristiques de la Sierra Leone dans une position désavantageuse sur le plan de la concurrence international. Selon la BafD, la contribution du tourisme au PIB était de 3,7% en 2017.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque